



Avec Nicolas **Dupont-Aignan**,  
**REDONNONS DE LA DIGNITÉ**  
**AUX PAYSANS FRANÇAIS**

La France peut redevenir la première puissance agricole ! Les paysans doivent pouvoir vivre dignement de leur travail.

Aujourd'hui, en France, en 2015, tous les deux jours un agriculteur se suicide.

Cette situation dramatique s'explique entre autres par une pression administrative très forte et une dérégulation sur les marchés mondiaux qui tire les prix vers le bas.

Alors que 1329 exploitants sont tombés en défaillance en 2014, (+5,4% par rapport à 2013), notre classe politique reste passive face à l'ampleur du mal.

Nos gouvernements successifs ont voulu nous faire croire que l'agriculture était une industrie comme les autres. Elle devait obéir aux mêmes lois du marché tout puissant et du libre-échange déloyal.

La terre devait devenir une machine prête à produire avec des rendements toujours plus élevés. Dès lors comment s'étonner du malaise qui traverse cette profession ?

A Debout la France, nous voulons mettre fin à ce nivellement par le bas.

Par des mesures concrètes, courageuses et de bon sens, nous voulons redonner à l'agriculture la place qui a toujours été la sienne dans l'histoire de la France.

**Nicolas DUPONT-AIGNAN**

*Député de l'Essonne*

*Président de Debout la France*

**Anne BOISSEL**

*Agricultrice en charge d'une exploitation laitière*

*Maire de Saon (14)*

*Déléguée nationale à l'Autosuffisance  
et à la Qualité alimentaire*





# NOS 10 PROPOSITIONS POUR SAUVER NOTRE AGRICULTURE

- 1 REFUSONS LE TRAITÉ TRANSATLANTIQUE** qui va déstabiliser toute l'agriculture, généraliser des mauvaises pratiques, comme le poulet au chlore ou le bœuf aux hormones, et détruire nos terroirs.
- 2 INSTAURONS UNE EXCEPTION AGRICOLE À L'OMC SUR LE MODÈLE DE L'EXCEPTION CULTURELLE!** L'agriculture ne peut se réduire à une seule bataille sur les prix. Elle doit remplir d'autres exigences que l'OMC ne lui reconnaît pas : assurer l'indépendance alimentaire, garantir la sécurité des aliments, valoriser les territoires.
- 3 RÉTABLISSONS DES PRIX GARANTIS PLANCHERS,** à l'image du Canada, sur certaines productions comme le lait. Avec la suppression des quotas, les excédents des pays à bas coûts vont déséquilibrer les marchés et faire chuter les prix en dessous des coûts de production. La nouvelle PAC consacre plus de la moitié de son budget à des aides découplées, ne prend pas en compte la volatilité du marché, dérègle complètement certains secteurs, comme celui du lait, et détruira très probablement à terme le tiers de nos exploitations restantes.
- 4 EXIGEONS L'ÉTIQUETAGE OBLIGATOIRE DU PAYS D'ORIGINE DES PRODUITS!** Les consommateurs sont dupés par l'opacité créée par certaines marques qui utilisent des slogans pour cacher l'endroit où ils s'approvisionnent.
- 5 SUPPRIMONS LES COTISATIONS SOCIALES AGRICOLES QUI PÈSENT SUR NOS EXPLOITATIONS** et leur font perdre des parts de marché notamment vis-à-vis de l'agriculture allemande et remplaçons-les par une taxe minime sur la grande distribution.
- 6 METTONS FIN À L'ACCUMULATION DES NORMES ET DES RÉGLEMENTATIONS ÉCOLOGIQUES TOUJOURS PLUS ABSURDES !** Aujourd'hui, l'Etat demande aux agriculteurs de concilier deux impératifs inconciliables : faire face à la concurrence de pays ne respectant aucune norme environnementale et produire avec toujours plus de contraintes. Accompagnons au contraire les agriculteurs dans leurs objectifs de qualité et de durabilité.
- 7 RÉTABLISSONS LA PRÉFÉRENCE COMMUNAUTAIRE!** L'Europe doit protéger son marché des importations de pays tiers pour devenir autosuffisants et n'autoriser des importations que sur les produits où notre production est déficitaire. Elle doit inciter en outre les agriculteurs à produire des protéines végétales et notamment des protéagineux pour réduire notre dépendance sur ces produits clés. La France ne peut plus se permettre l'énorme déficit en protéines et le déséquilibre entre ses productions céréalières et oléoprotéagineuses.
- 8 RESTRUCTURONS LA DETTE DES AGRICULTEURS SURENDETTÉS** en créant un fonds pour lequel l'Etat serait prêteur en dernier ressort et inciter les banques à financer leurs projets.
- 9 SOUTENONS L'INSTALLATION DES JEUNES AGRICULTEURS !** Si des progrès ont été faits ces dernières années en ce sens, il convient de poursuivre les incitations fiscales à l'attention de ces derniers.
- 10 FAVORISONS NOS TERROIRS EN INCITANT** les collectivités publiques comme les cantines scolaires à se fournir pour une partie des aliments chez des producteurs locaux.

**Debout la France**

BP 18 - 91330 YERRES

01 69 49 17 37

[courrier@debout-la-france.fr](mailto:courrier@debout-la-france.fr)

